Jérémie Dubois, *L'Enseignement de l'Italien en France 1880-1940. Une discipline au cœur des relations franco-italiennes*, Grenoble, Ellug, 2015, 458 p.

Éric Vial

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11158>

DOI : 10.4000/cdlm.11158

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 371-374

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Éric Vial, « Jérémie Dubois, *L'Enseignement de l'Italien en France 1880-1940. Une discipline au cœur des relations franco-italiennes*, Grenoble, Ellug, 2015, 458 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11158> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.11158>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Jérémie Dubois, *L'Enseignement de l'Italien en France 1880-1940. Une discipline au cœur des relations franco-italiennes*, Grenoble, Ellug, 2015, 458 p.

Éric Vial

- 1 La thèse de Jérémie Dubois intéresse aussi bien les relations internationales que l'histoire de l'enseignement – et l'histoire du Sud-est de la France, en l'occurrence grenoblois plutôt que méridional. On pourra chicaner sur le plan, qui juxtapose quelque peu des développements pourtant liés, mais il serait difficile de proposer une meilleure présentation que celle adoptée, signaler aussi, par pure forfanterie, quelques sources non consultées (papiers du *fascio* confisqués à Besançon, ou dossiers d'expulsions, dont des enseignants transalpins en 1939, à Grenoble), et rappeler, en marge des écoles mussoliniennes, l'existence de tentatives antifascistes de cours pour les enfants de l'immigration – mais cela compte peu face à la masse documentaire en œuvre (archives françaises et italiennes, dont celles de l'ENS, de la FNSP, de l'Institut français de Florence ou de la Dante Alighieri, sans préjudice de papiers privés, d'imprimés en masse ou d'une enquête auprès de descendants de protagonistes), face aussi à tout ce qui est traité, autour de l'institutionnalisation d'une discipline avec la création de son agrégation, puis plus brièvement si l'on peut dire, d'enjeux politiques. Le nombre assez réduit de personnes concernées se révèle un atout paradoxal, permettant le suivi d'itinéraires dans un esprit prosopographique, et facilitant la mise en évidence des rapports au sein du « champ » disciplinaire.
- 2 Pour résumer à grands traits, on part d'une langue marginale, vouée à l'autodidaxie puis enseignée sans titres ou presque, parfois comme métier d'appoint, supposée attirer les élèves médiocres, méprisée par des inspecteurs qui ne la parlent pas et par une *Revue de l'enseignement des langues vivantes* très anglo-allemande. En 1894, un

enseignant de rhétorique du lycée Stanislas, Charles Dejob, crée une *Société d'études italiennes*, appuyée sur des réseaux (normalien, farnésien et catholique), groupe de pression plus que société savante, élitiste et tournant le dos aux Italiens de France, à la gauche francophile d'outre-monts ainsi qu'aux enseignants réels, et entendant attirer Rome dans l'orbite française même si elle soulève des critiques chauvines – qui épargnent pourtant les études germaniques. Dès 1895, allié aux hispanistes, Dejob se voue à faire créer une agrégation, prévue depuis Victor Duruy ; la première session a lieu en 1900, année où lui-même devient maître de conférences à la Sorbonne. Toujours en 1895, entre besoins du commerce et du renseignement militaire, et financé pour moitié par la municipalité, est créé un cours à l'université de Grenoble, avec mention spécifique de la licence ès Lettres ; il est confié à un agrégé de Lettres nommé à Gap, Henri Hauvette, qui entend lui donner du lustre en méprisant les immigrés transalpins et en insistant sur la culture classique. Cela suscite des cours facultatifs au lycée de garçons de la ville. Les inscrits sont rares, souvent enseignants ne pouvant assister au cours, mais l'italien essaime dans d'autres universités, un temps à Toulouse et de façon pérenne à Aix, Montpellier et, on l'a vu, Paris.

- 3 S'il n'y a que 105 agrégés avant 1940, pour moitié enfants d'enseignants (et pour un cinquième nés en Corse), le concours pousse à un passage des autodidactes aux étudiants, d'autant que le Diplôme d'études supérieures devient obligatoire en 1907, que le nombre des enseignants antérieurs s'épuise, et qu'en 1907 toujours, l'ouverture par l'université de Grenoble de l'Institut français de Florence (où on prépare le concours tout en enseignant le français aux Italiens) permet une imprégnation linguistique. Grenoble fait plus que jeu égal avec Paris jusqu'en 1935, draine des étudiants de toute la France grâce aux perspectives florentines, en particulier des lauréats du concours des bourses lié à celui de l'ENS ; Hauvette part pour Paris, Julien Luchaire dirige l'institut florentin, Camille Maugain, agrégé de grammaire, est recruté sur un poste plus qu'à moitié financé par le Comité de patronage des étudiants étrangers, devient maître de conférences, et professeur en 1914 – en rivalité avec son collègue direct. L'engagement de Luchaire dans l'interventionnisme italien pose problème en 1919 quand l'État veut dépolitiser l'Institut de Florence, et si Grenoble en crée un surcroît à Naples, c'est dans un but apolitique de pure diffusion du français. Les deux instituts ont d'ailleurs des difficultés dans l'entre-deux-guerres, face à la francophobie fasciste, malgré une flagornerie éhontée et l'alignement sur l'antisémitisme d'État fasciste, sous la pression entre autres de l'ambassadeur André-François Poncet, avec mise à l'écart d'un salarié italien de la France. Le déclin grenoblois bénéficie à Paris, fort de ses « prépas », d'une pincée de normaliens se spécialisant après leur intégration, comme Samy Lattès, de ses bibliothèques et de liens avec les universités italiennes. Le décollage a sans doute commencé quand Hauvette arrive de Grenoble avant, à sa mort en 1935, Henri Bédarida qui amène avec lui des étudiants grenoblois. Dans le même temps, un troisième pôle s'esquisse à Strasbourg.
- 4 Tout ceci se joue sur de tout petits nombres, en gros deux agrégés par an alors que pour d'autres langues le nombre augmente. Le jury pleure à la baisse du niveau à cause d'une féminisation, est tenu par des hispanistes d'abord, puis des agrégés de Lettres, avec toujours un président parisien mais un Grenoblois présent ; il insiste sur la seconde langue (l'espagnol en pratique), le latin, la rhétorique française, dévalue la pratique de la langue et les séjours outre-monts, insiste sur les savoirs les moins immédiats et les plus académiques ; Hauvette, qui concentre Sorbonne, présidence du concours et Inspection générale (Bédarida laisse ensuite cette dernière à Samy Lattès), impose une

culture datée, celle de ses débuts, mettant systématiquement en avant une anthologie de 1892. On note le poids des anachronismes nationalistes, du religieux voire de l'apologétique, de l'essentialisation d'une âme des pays supposée immuable, de l'admiration pour Mussolini après 1929, avec certains de ses discours au programme.

- 5 Au-delà du concours, des problèmes se posent qui n'existent pas dans d'autres matières. Hauvette les avait pointés avant de les oublier quand il a régné sur la discipline : nécessité de mobiliser contacts académiques et sociaux pour obtenir une nomination, débuts sans poste, polyvalences forcées avec inspection dans l'autre discipline et critiques subséquentes... Des bourses de séjour en Italie offrent parfois une bonne position d'attente. Une fois nommé, commence la compétition pour les bons postes (Bourg fait figure de répulsif, Paris, où on est mieux payé, de graal), dans le cadre d'une plus grande diffusion malgré la concentration dans le Sud-Est : de 1914 à 1922 on passe de 25 à 41 lycées concernés, et le développement se poursuit vers Dijon, Moulins, Strasbourg, Toulouse, dans les années 1930 la région parisienne. Il faut être attractif pour échapper à la pluridisciplinarité forcée ou à l'enseignement dans plusieurs établissements, d'où chez certains l'usage d'outils alors ultramodernes, radios et projecteurs. Des portes de sortie sont offertes par l'inspection, la direction d'établissement, le renoncement à la discipline et la reconversion en Lettres, mais aussi les classes « prépas » de façon bénévole puis institutionnelle, et l'Université même si les heures complémentaires ne préfigurent pas toujours un poste : il faut attendre qu'un titulaire ait une promotion... La succession d'Hauvette à la Sorbonne est particulièrement décortiquée, avec les arguments opposés aux concurrents de Bédarida, dauphin désigné : Luchaire trop « politique », Benjamin Crémieux trop « grand public », Pierre Ronzy au sujet de thèse jugé trop mineur...
- 6 Les horizons intellectuels de la discipline sont présents à travers les revues scientifiques participant à sa professionnalisation, qui montrent encore la tension entre Paris et Grenoble avec des titres concurrents s'ignorant superbement. On commence à y admettre des Italiens, et d'abord Croce, on y rejette les Allemands, on hésite face aux Anglo-Saxons ; une spécialisation scientifique s'esquisse comme avec Vittorio Del Litto sur Stendhal et l'Italie, mais l'érudition se mêle encore à la mémoire familiale ou à l'apologétique, ce qui a toutefois l'avantage de favoriser l'interdisciplinarité, de même que l'engagement patriotique de la Grande Guerre légitime l'intérêt pour une Italie plus contemporaine. De même, mémoires et thèses portent sur des sujets de plus en plus contemporains, avec de nouveau une opposition entre Paris et Grenoble, Italie pour elle-même et relations franco-italiennes. Par ailleurs, l'actualité influence les discours, que Pétrarque soit mis au service du rapprochement franco-italien en 1927 ou que des constantes pluriséculaires soient supposées envoyer le fascisme – ce qui assure la transition avec la dernière partie, consacrée aux enjeux politiques, un peu disparate mais elle aussi plus qu'intéressante.
- 7 Jérémie Dubois y revient en arrière, et se penche de nouveau sur des rapports internes à la discipline avec la Société des italianisants du Sud-est, créée à Grenoble contre Dejob, devenu porte-voix du ministère, quand ce dernier annonce que l'agrégation pourra ne pas être annuelle, et obtenant des garanties et des places spécifiques au jury. Ce retour sur les règlements de compte entre les deux pôles de l'italianisme, mais aussi entre catholiques et laïcs, est sans doute une entorse à la logique du plan, peut-être sacrifiée à des équilibres en nombre de pages, mais cela n'enlève rien à son intérêt, et il cède vite la place à l'insertion dans la politique générale. Il s'agit surtout de celle de

Rome, avec d'abord des appuis à des enseignants français, quelques écoles créées ou subventionnées, les cours de la Dante. C'est assez peu mais suffit pour des incompréhensions côté français, une peur de l'irrédentisme chez Waldeck-Rousseau en 1902, des émois (bien combattus par l'ambassadeur Camille Barrère) chez les préfets de Nice ou de Marseille face à... la distribution de livres de prix. La France prend le relais avec la guerre, l'ouverture en 1914 par Luchaire d'un centre milanais clairement politique, des conférences, puis la promotion de la langue d'un pays désormais allié, une image positive de la Dante même si l'on craint encore sa concurrence avec l'Alliance française à l'étranger. Le financement public baisse après la guerre, mais le relais est pris par des organismes comme la Bonomelli, catholique, puis les sections fascistes à l'étranger. En ce qui concerne l'enseignement de l'italien sous l'égide de ces dernières, les conclusions sont nuancées, tant il est difficile de saisir les opinions réelles des enseignants derrière des rapports en style très fasciste, et tant la sympathie de Hauvette pour le régime, l'antiparlementarisme ou les facilités de contacts offertes par les diplomates italiens n'empêchent pas, par exemple, l'appui à un lecteur de langue réputé antifasciste. Les lecteurs ont d'ailleurs des statuts divers, selon qu'ils sont financés par Rome ou Paris, et Rome semble volontiers sacrifier son contrôle au fait de ne plus payer, incitant ses agents à créer une demande sociale pour être pris en charge, tout en leur demandant d'avoir de la visibilité, de l'influence, de vanter l'Italie contemporaine et d'amener les jeunes Français à en faire d'eux-mêmes l'éloge, dans le cadre de concours, voire d'animer des sections fascistes. La Dante fascisée vise plus le monde de la culture et de la politique que de l'enseignement, et sa revue, appuyée par Hauvette comme, par exemple, par François Coty à l'extrême droite, accueille des auteurs sans accès aux publications universitaires « légitimes ». Reste que l'université goûte peu la concurrence, et que les autorités se méfient, exerçant une surveillance parfois très pointilleuse, en particulier sur les cours du soir, et procédant à des expulsions quand la tension monte, en 1939, avant de revenir en arrière quand elles espèrent la neutralité de Mussolini : l'enseignement provoque moins de réactions qu'il n'en subit, plus générales.

- 8 Ces notations, trop longues et pourtant insuffisantes ne peuvent donner qu'une idée très approximative d'un grand et beau travail, riche d'indications sur son sujet propre, d'illustrations pour des relations plus générales, de suggestions de comparaisons plus générales, que l'on ne peut donc que saluer chaleureusement, comme on peut en saluer la publication par les Ellug, et qui fera référence dans les domaines fort différents qu'il touche.

AUTEUR

ÉRIC VIAL

Université de Cergy-Pontoise
laboratoire Agora